

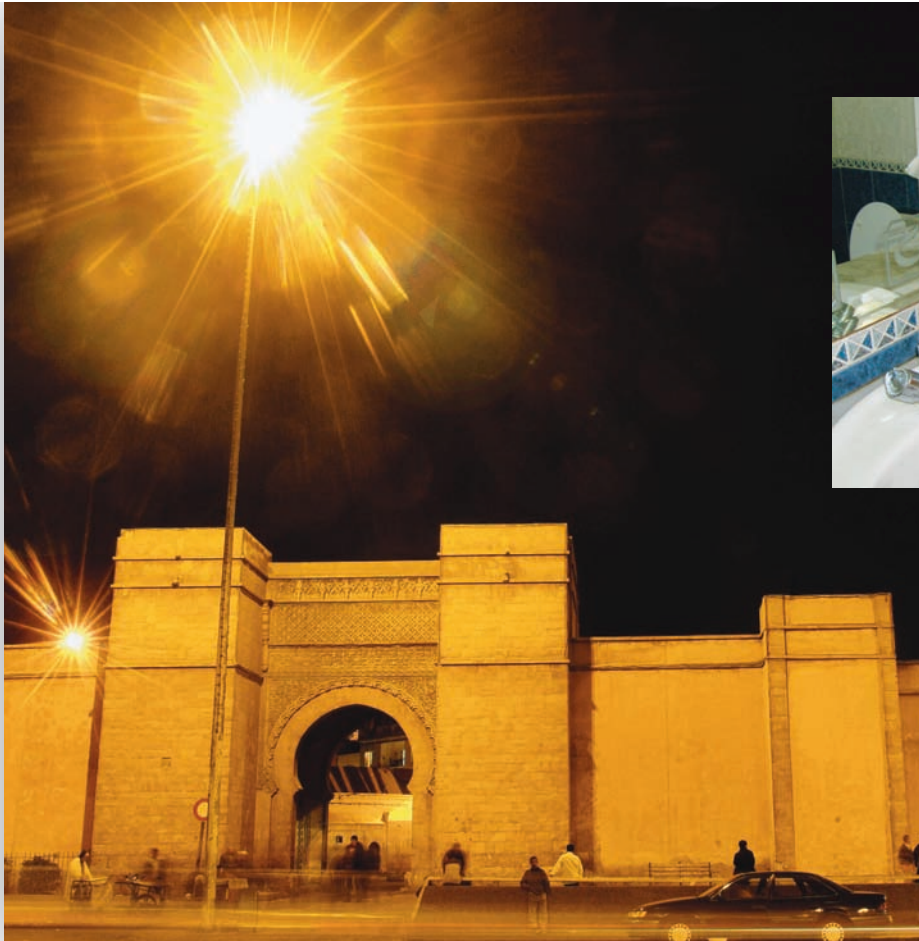


www.lydec.ma



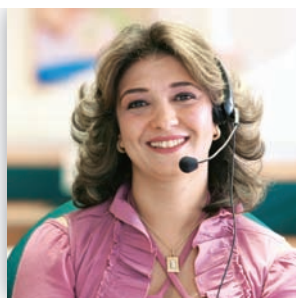
Rapport annuel 2007





RAPPORT ANNUEL





Sommaire



- 5 Le mot du Directeur Général**
- 6 Chiffres clés 2007**
- 8 Structures de LYDEC à fin 2007**
- 10 Faits marquants en 2007**
- 12 Investissements et activités sectorielles**
- 14 Exploitation eau**
Optimiser la ressource
- 16 Assainissement liquide**
Pour un environnement sain
- 18 Exploitation électricité**
Une gestion proactive pour mieux anticiper les besoins
- 20 Amélioration du service à la clientèle**
Un mot d'ordre : la satisfaction de la clientèle
- 22 Ressources humaines**
Une gestion des ressources humaines privilégiant le professionnalisme et l'efficacité
- 24 Information et communication**
Créativité et diversité pour mieux informer et sensibiliser
- 25 Démarche qualité**
2007 : un nouveau pas vers l'excellence
- 26 Système d'information**
Un système en perpétuel développement
- 28 Développement durable**
Une entreprise engagée au service de la communauté
- 30 Rapport financier**





Le mot du Directeur Général

2007, un nouveau départ pour une plus grande satisfaction du client

Depuis le démarrage de la gestion déléguée, LYDEC a mobilisé tous ses moyens pour offrir un service de qualité aux habitants de la Région de Casablanca et les doter en infrastructures nécessaires.

Au terme de cette période de dix années, près de 7 milliards de DH ont été investis, dont 33% pour renforcer le patrimoine de la ville en infrastructures d'assainissement, autant en électricité et 22% en eau potable.

Pour LYDEC, l'année 2007 a été, en grande partie, rythmée par la poursuite de la revue du contrat avec l'Autorité Délégante entamée une année auparavant. Cette révision nous a donné l'occasion avec nos partenaires de faire un bilan du passé et de procéder aux ajustements nécessaires pour l'avenir en fonction des nouveaux enjeux. Un avenant concluant cette révision est en cours de finalisation et devrait être soumis en juillet aux votes des assemblées délibérantes de la Wilaya du Grand Casablanca. Nous pourrions ensuite recentrer tous nos moyens sur l'exécution du service public.

Dans ce cadre, nous avons lancé des projets structurants pour faire face à l'accroissement de la demande induit par une démographie galopante, l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation et la desserte en eau et en assainissement des quartiers défavorisés. D'importantes avancées ont d'ores et déjà été enregistrées dans la réalisation des branchements sociaux. Depuis le lancement de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain en mai 2005, plus de 42 000 foyers ont bénéficié du travail des équipes de LYDEC pour accéder aux services. A horizon 2009, l'entreprise devrait avoir raccordé tous les foyers situés sur son périmètre d'activité et recensés dans le cadre de l'INDH, soit 128 000 foyers au service d'assainissement, 120 000 foyers à l'eau potable et 17 000 foyers à l'électricité.

Nous comptons ainsi poursuivre l'amélioration de nos prestations et notre programme d'investissements tout en restant attentifs au pouvoir d'achat des consommateurs.

Pour les vingt prochaines années, le programme d'investissements s'élèvera à 10 481 millions de Dirhams destinés à :

- lutter contre les inondations et la pollution des côtes et des milieux récepteurs ;
- renforcer et sécuriser l'alimentation en eau et en électricité ;
- développer les infrastructures pour accompagner l'urbanisation ;
- préserver le patrimoine réseau existant ;
- améliorer la qualité de service.

Par ailleurs, le renforcement de nos relations avec les élus demeure un axe stratégique de notre politique de développement.

Je ressens personnellement qu'une avancée substantielle a été réalisée : partager avec les élus et l'autorité de tutelle la réflexion autour de la révision du contrat en est la meilleure preuve.

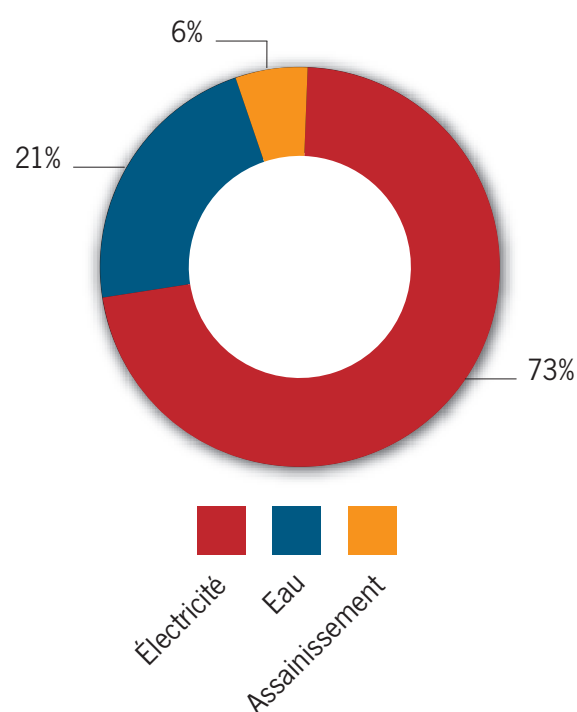
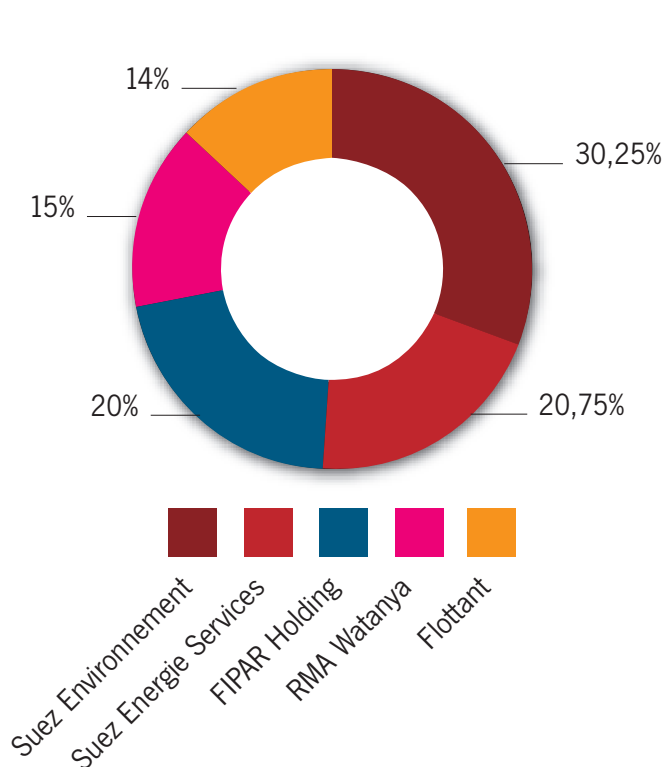
Il est important, désormais, de capitaliser sur cet acquis pour asseoir les bases d'un partenariat plus efficace.

Tous les collaborateurs de LYDEC sont plus que jamais mobilisés pour la réalisation de nos objectifs et je suis confiant dans leur capacité à répondre au mieux aux attentes et exigences de l'Autorité Délégante et de nos clients.

Jean-Pierre ERMENAULT
Directeur Général



Chiffres clés 2007



Actionnariat au cours de l'année 2007

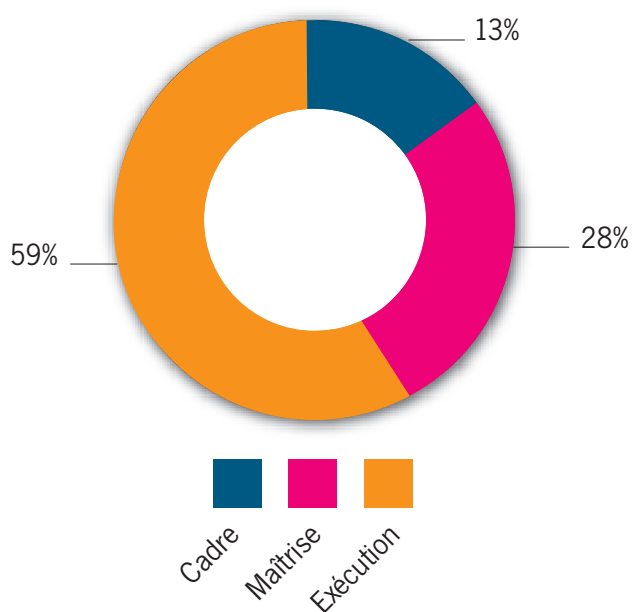
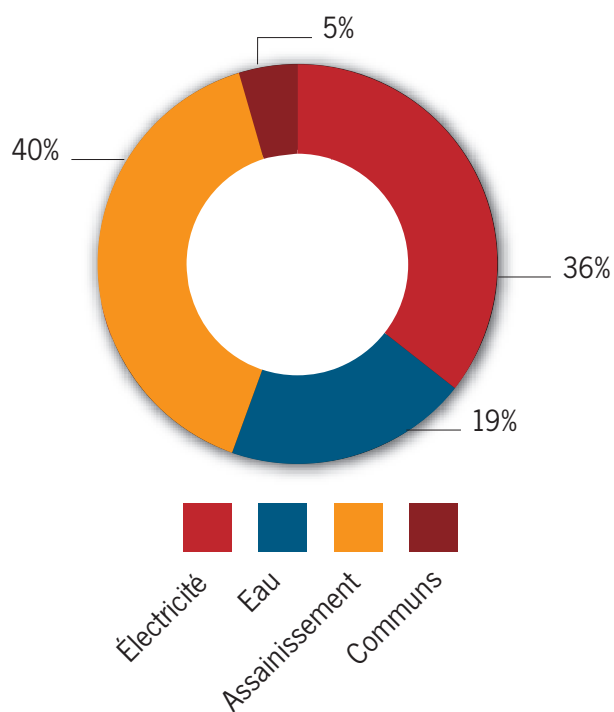
Actionnaire	Montant en MDh	%
Suez Environnement	242	30,25
Suez Energie Services*	166	20,75
FIPAR Holding (CDG)	160	20
RMA Watanya	120	15
Flottant	112	14
Total	800	100

Chiffre d'affaires

Métier	Volume* GWh - Mm³	Valeur en MDh
Électricité	3 265	3 229
Eau	120	953
Assainissement	117	268
Total		4 450

*y compris gratuites et autoconsommations

*A la date du 31/12/07 Suez Energie Services (SES) a cédé ses actions à Suez Environnement qui détient à cette date 51% du capital. SES a conservé 10 actions.



Investissements du 01/01/07 au 31/12/07 en MDh

Métier	Montant	%
Électricité	300	36
Eau	164	19
Assainissement	337	40
Communs	41	5
Total	842	100
Dont financement de LYDEC	377	45

Répartition des effectifs au 31/12/07

Catégorie	Nombre	%
Cadre	433	13
Maîtrise	938	28
Exécution	1 975	59
Total	3 346	100

Structures de LYDEC

à fin 2007

Objet du contrat

Un partenariat à valeur ajoutée

Après la signature du contrat de gestion déléguée, LYDEC a pris en charge, le 1^{er} août 1997 la distribution d'électricité, d'eau et le service d'assainissement liquide du Grand Casablanca pour une durée de 30 ans.

En adoptant le système de gestion déléguée, la collectivité, tout en réservant au secteur privé la charge des investissements et la gestion du service, assure le contrôle permanent du service délégué, conserve son patrimoine et la responsabilité de fixer la nature et l'importance des objectifs à atteindre.

Depuis dix années, l'expertise et le savoir-faire de ses partenaires actionnaires, conjugués au travail et au dévouement de l'ensemble de son personnel, ont permis à LYDEC de relever un défi majeur : celui de la mise à niveau et du développement de services essentiels au confort du public et à l'activité des entreprises.

La revue du contrat entamée en 2006 s'est poursuivie tout au long de l'année 2007 avec l'Autorité Déléguée.

Conformément aux dispositions du contrat, il a été décidé, tout en poursuivant les discussions, de faire appel sur les points de divergence de position, à une commission de conciliation dont les membres ont été désignés par le Ministre de l'Intérieur.



Conseil d'Administration

Président

Dominique MANGIN D'OUINCE
SUEZ Environnement

Vice-Président

Amine BENHALIMA
FIPAR HOLDING

Vice-Président

Azeddine GUESSOUS
RMA WATANYA

Mustapha BAKKOURY
FIPAR HOLDING

Sébastien CASTRO MONTERO
RMA WATANYA

Bernard DELABOUDINIÈRE

Suez Energies Services

Bernard GUIRKINGER

SUEZ Environnement

Etienne JACOLIN

Suez Energies Services

Denys NEYMON

SUEZ Environnement

Didier RETALI

Suez Energies Services

Fabrice ROSSIGNOL

SUEZ Environnement

Comité de Direction Générale

Jean-Pierre ERMENAULT

Directeur Général

Abdelali HAITAMI

Directeur Général Adjoint

Alain PERRET

Directeur Général Adjoint

Béatrice ARBELOT

Directeur Économique

Abdeljawad BENHADDOU

Directeur des Systèmes d'Information

Pierre-Yves BOULET

Directeur Administratif et Financier

Christophe CLUZEAU

Directeur de la Gestion du Contrat
& de INMAE

Tahar EL AGAL

Directeur Exploitation Eau & Assainissement

Hamid EL MISBAHI

Directeur des Investissements

Gérard FAURE

Directeur Exploitation Électricité

Bouchra GHIATI

Directeur de la Communication
& du Développement Durable

Laurent GUILLAUME

Directeur des Ressources Humaines

Jean-Pierre HANGOUE

Directeur Technique

Comité Exécutif

Président

Dominique MANGIN D'OUINCE
SUEZ Environnement

Amine BENHALIMA
FIPAR HOLDING

Bernard DELABOUDINIÈRE
SUEZ Energie Services

Jean-Pierre ERMENAULT
LYDEC

Azeddine GUESSOUS
RMA WATANYA

Comité de Direction Générale au 05/06/2008

- 1 Laurent GUILLAUME
- 2 Tahar EL AGAL
- 3 Bouchra GHIATI
- 4 Christophe CLUZEAU
- 5 Jean-Pierre HANGOUE
- 6 Béatrice ARBELOT
- 7 Abdelali HAITAMI
- 8 Hamid EL MISBAHI
- 9 Jean-Pierre ERMENAULT
- 10 Abdeljawad BENHADDOU
- 11 Alain PERRET
- 12 Gérard FAURE
- 13 Pierre-Yves BOULET





Faits marquants

2007, une année riche en événements internes et externes traduisant le dynamisme de LYDEC

Janvier

Lancement le 4 janvier, de la première agence en ligne au service des grandes entreprises leur permettant d'avoir accès aux informations relatives à leurs contrats, leurs consommations et aux détails de leur facture moyenne tension.

Mensualisation de la facture d'eau et d'assainissement à partir de janvier 2007 suite à l'accord signé avec l'Autorité Déléguée le 11 novembre 2006.

Février

Obtention par LYDEC du Prix National de la Qualité dans la catégorie des grandes entreprises de services, remis par Salaheddine Mezouar, Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Mise à Niveau.

Tenue les 17 et 18 février à Essaouira, de la 7^{ème} édition du week-end médias. Trente journalistes représentant 34 médias ont fait le déplacement. La rencontre a été l'occasion de présenter les réalisations de LYDEC de 1997 à 2006.

Lancement du projet "ordonnancement" qui permet de faire évoluer le système qualité de LYDEC et de s'assurer qu'il est mis en œuvre sur le terrain avec les moyens appropriés. Ce projet s'inscrit dans l'axe "professionnalisme et esprit d'équipe au service de la performance" de la vision 2007.

Organisation d'une exposition à l'Espace LYDEC à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, sous le thème : "Les visages de l'eau". Plus de 3 500 visiteurs se sont rendus à l'Espace LYDEC au cours du mois de mars et d'avril dont plus de 3 000 enfants.

Signature d'une convention avec le Crédit du Maroc pour offrir aux clients un nouveau mode de paiement : le règlement des factures d'eau et d'électricité dans les guichets automatiques bancaires de la banque.

Mai

Lancement de l'opération SPRING 2007 qui offre la possibilité à chaque collaborateur de l'entreprise de devenir actionnaire de SUEZ à des conditions particulièrement avantageuses.

Signature d'une convention de partenariat entre LYDEC et l'Association Espace Point de Départ (ESPOD) visant la mise en place du projet Moubadarates dédié aux femmes et aux jeunes pour la création et le développement de la petite entreprise.

Juin

Organisation à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement d'une exposition à l'Espace LYDEC "La terre nous regarde" avec pour mot d'ordre : la préservation de l'environnement. Plus de 1 100 visiteurs ont pu voir l'exposition dont près de 800 enfants.

Juillet

Participation à Marrakech, les 5 et 6 juillet 2007, de SUEZ et de LYDEC à Africa Power Forum, le premier forum de l'énergie électrique en Afrique. SUEZ a parrainé cette conférence internationale en tant qu'acteur mondial du secteur de l'énergie.



Septembre

Exposition sous le thème “L'accès aux services pour tous” rendant hommage à la Direction INMAE qui s'occupe de la mise en œuvre du projet INDH au sein de LYDEC. Des visages et des métiers illustrent le travail de la Direction, son rôle pour le développement durable de la région et la lutte contre la pauvreté.

Octobre

Mise en place du projet de refonte de la comptabilité analytique visant à améliorer la performance économique de l'entreprise.

Signature le 30 octobre 2007, d'une convention entre LYDEC et le CIH pour permettre aux clients de l'établissement bancaire de choisir le prélèvement bancaire comme moyen de paiement.

Novembre

Poursuite de l'engagement dans l'opération “plages propres”. Cette année, SAR Lalla Hasna, Présidente de la Fondation Mohammed VI pour la Préservation de l'Environnement, a remis à Jean-Pierre Ermenault un trophée pour remercier l'entreprise et ses équipes de leurs efforts.

Conclusion d'un accord de partenariat entre LYDEC et l'Université Hassan II de Casablanca ayant pour objet la facilitation et l'intensification des échanges pour le développement de l'insertion des étudiants, la formation continue des professionnels et la recherche appliquée.

Décembre

Réalisation d'une exposition consacrée à l'utopie urbaine sous le thème “Rêver sa ville” avec l'implication d'enfants de plusieurs quartiers de Casablanca. L'objectif est de démontrer l'importance de l'imaginaire dans la réussite d'un projet de ville.

Mise en place d'une agence mobile dans le cadre du projet INMAE afin de rapprocher les services de LYDEC au plus près des populations des quartiers périphériques.



Activités 2007

Investissements et activités sectorielles





Des efforts d'investissements soutenus pour répondre aux besoins de la ville

Pour accompagner le développement de l'agglomération, LYDEC a engagé des actions de grande envergure pour un volume d'investissements de près de 7 milliards de DH au 31 décembre 2007 dont près de 4 milliards de DH financés par l'entreprise.

L'activité de **l'assainissement liquide** a représenté près de 33% du total des montants investis. Prioritaire, cette activité vise l'amélioration du taux de desserte (extension et renforcement du réseau), la diminution des risques d'inondation lors des fortes précipitations ainsi que la poursuite des actions de dépollution.

Les investissements dans **l'eau potable** ont représenté près de 22% du total des montants investis. Ces investissements ont pour objectif de renforcer les moyens de contrôle de la qualité de l'eau, d'améliorer le taux de desserte et d'assurer l'économie de la ressource qui constitue un défi majeur pour le Maroc.

L'activité **électricité** a recueilli 33% des investissements globaux réalisés. Ces investissements ont permis de répondre à l'accroissement de la demande de consommation, d'améliorer la qualité de service en réduisant le nombre de coupures et leur durée. Les efforts se poursuivent dans le domaine de l'éclairage public avec la mise à niveau du réseau existant et les extensions pour les nouvelles voiries.

La part des investissements accordée aux **moyens communs** s'établit à environ 12% et a pour objectif de renforcer la qualité de service rendu au client (réaménagement et équipement des agences), d'optimiser les conditions de travail (remise à niveau des locaux) et de doter l'entreprise de moyens informatiques nécessaires.

Montants exprimés en millions de DH

Métier	Montant cumulé 1997/2007	%
Électricité	2 332,5	33,3
Eau	1 565,1	22,3
Assainissement	2 291	32,7
Communs	816,1	11,7
Total	7 004,7	100
Dont financement de LYDEC	3 986,8	56,9



Exploitation eau

Optimiser la ressource

Ressource vitale, l'eau est au centre des priorités de LYDEC qui poursuit ses efforts pour en améliorer la qualité au quotidien.

Sécurité et qualité de distribution

LYDEC a poursuivi en 2007 sa politique de sécurisation de la distribution d'eau et le renforcement du dispositif de surveillance de sa qualité. A ce titre, plusieurs actions ont été menées pour rendre plus fiable les indicateurs de la relève, l'amélioration du taux de conformité de l'eau et le perfectionnement des techniques de détection de fuites.

Ces opérations d'étalonnage de compteurs d'achat ont permis de :

- s'assurer de la fiabilité du comptage ;
- vérifier l'étanchéité des réservoirs ;
- faire une économie sur les achats d'environ 100 000 m³/an.

Etalonnage des compteurs d'achat

Conformément aux prescriptions de la convention de fourniture passée en 2001 avec l'ONEP, LYDEC procède systématiquement, et suivant un planning annuel, à la vérification et à l'étalonnage des compteurs d'achat. Pour l'exercice 2007, quatre opérations d'étalonnage par empotage ont été réalisées au niveau des arrivées suivantes :

- débitmètres électromagnétiques km 8 ;
- débitmètres électromagnétiques Aïn Tekki ;
- débitmètres électromagnétiques Ouled Ziane Etage 55 ;
- débitmètres électromagnétiques Tit Mellil 96.

Investissements en 2007

164,3 MDh investis
dont **76,3** par LYDEC,
19,7 sur fonds de travaux et
68,3 sur financement des tiers.

Qualité de l'eau

LYDEC a mis en place, depuis le démarrage du contrat de gestion déléguée, tous les moyens humains et matériels nécessaires pour s'assurer de la qualité de l'eau distribuée dans le réseau public, et ceci, sur toute la chaîne de distribution. Le contrôle et la surveillance, sont opérés depuis les points de livraison en gros au niveau des différents réservoirs, jusqu'aux robinets des clients, suivant les normes marocaines (NM 03-7-002 qui définit les conditions de contrôle et les fréquences d'échantillonnage et NM 03-7-001 qui définit les paramètres de qualité à contrôler) et les standards internationaux en la matière. Ainsi, à travers les 174 points de prélèvements répartis sur l'ensemble de la Wilaya du Grand Casablanca, le distributeur réalise quotidiennement des prélèvements qui sont soumis pour analyses de différents types (bactériologiques et physico-chimiques).

Il en résulte une amélioration continue du taux de conformité depuis 1999 qui a atteint 99,99% en 2007. Par ailleurs, une campagne de sensibilisation a été lancée auprès des clients pour les inciter à plus de vigilance par rapport à leurs installations intérieures et aux puits privés dont ils disposent.

CHIFFRES 2007

71 896 compteurs posés et changés (dont **2 204** posés dans le cadre de l'INDH-INMAE) ;

3 730 branchements exécutés dont **139** gros calibres ;

64 km de canalisations posées en extension et **57,2** km dans des lotissements ;

17,3 km de canalisations réhabilitées et renforcées ;

35 631 fuites réparées sur le réseau (feeders, canalisations et branchements).

L'infrastructure de l'eau potable se compose de :

35 réservoirs et châteaux d'eau totalisant **622 665 m³** de stockage ;

16 stations de pompage ;

54 pompes ;

4 153 km de réseau.

Sécurisation des installations de chloration

LYDEC a mis en place, en 2007, plusieurs unités de rechloration sur les départs des réservoirs et le réseau, afin de maintenir un niveau de résiduel de chlore dans l'eau distribuée conforme à la réglementation en vigueur. Consciente des risques majeurs liés à cette activité pour les agents et les riverains de ces installations, l'entreprise a lancé des missions d'audit sécurité chlore en plusieurs phases avant la réalisation des postes.

La réalisation des postes a été programmée en trois phases :

- réalisation du poste pilote au site de Médiouna 85 en 2006 ;
- réalisation de trois postes aux sites Médiouna 140, km 8 et Sidi Moussa en 2007 ;
- programmation des autres postes aux sites : Ain Tekki, Bouskoura 140 et Ain Dissa prévus en 2008.

Recherche de fuites

La longueur du réseau linéaire secondaire prospecté, en 2007, est de 4 089 km. 1 529 fuites ont été détectées au niveau des branchements, 228 au niveau des conduites et 1 159 au niveau des plaques.

S'agissant du réseau primaire, il y a lieu de souligner le lancement pour la première fois en décembre 2007 d'une opération de recherche de fuites par traçage à l'hélium. Celle-ci a porté sur un linéaire de 31 km et a permis de détecter 17 fuites permettant d'économiser un volume de 243 000 m³/an d'eau.

Le rendement du réseau a été porté de 72,1% en 2006 à 74,3% en 2007.

Amélioration du réseau de distribution

Les efforts à ce niveau ont principalement porté sur l'optimisation de la ressource. A ce titre, LYDEC a poursuivi la politique entamée en 2005 et qui concerne la gestion des pressions de distribution d'eau. Ainsi, l'entreprise a procédé à la mise en service de deux nouveaux stabilisateurs de pression : DN 250 SB 16 (étage 60) avec un gain évalué à 1 500 m³/j et DN 150 Nawrass (étage 55 Tamaris).

1997-2007 Projets phares

Sécurité en approvisionnement d'eau potable de la zone Ain Sebaâ et Sidi Bernoussi ;

Réalisation d'un réservoir de 2 000 m³ à Beni Yakhlef (6 millions de dirhams) ;

Réhabilitation de la conduite de Merchich qui assure l'approvisionnement de l'aéroport Mohammed V (4 km pour 8 millions de dirhams) ;

Réhabilitation des réseaux d'eau potable dans les zones concernées par les eaux rouges (73 millions de dirhams) ;

Renforcement de l'alimentation en eau potable à Nouaceur (construction d'un réservoir de 10 000 m³ et pose de 12 km de conduites Ø 400/600 - coût 30 millions de dirhams cofinancé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et LYDEC) ;

Renforcement du réseau d'eau potable vers le secteur Anassi (Ø 600 sur 4 km - 13 millions de dirhams) ;

Sécurisation de l'alimentation en eau potable avec renforcement de la liaison entre les réservoirs Ouled Haddou 160 et Médiouna 140 (Ø 600 sur 3,2 km / Ø 300 sur 2 km - 12 millions de dirhams) ;

Renforcement du réseau d'eau potable du Centre Beni Yekhlef (1 million de dirhams) ;

Renforcement du réseau d'eau potable de Bouskoura DN 400 mm : 1,4 km de conduite à 4,2 millions de dirhams ;

Lancement de la construction du réservoir Bouskoura d'une capacité de 5 000 m³ au niveau de la zone industrielle de Ouled Saleh pour un montant de 10 millions de dirhams dont 5 millions réalisés en 2007 ;

Renforcement du réseau d'eau potable de Lafarge et raccordement des douars avoisinants (14,5 km de conduites DN 300 à 12 millions de dirhams) ;

Déplacement d'une conduite du réseau d'eau potable au niveau du bd Driss El Harti (3 millions de dirhams) ;

Renouvellement des réseaux (eaux rouges) dans différents quartiers de la ville pour un montant global de 8,7 millions de dirhams ;

Travaux de déplacement de conduite correspondant à l'aménagement de la trémie de la place Dakkar au niveau de l'intersection bd de la Résistance et bd Emile Zola pour un montant de 1,7 million de dirhams.



Assainissement liquide

Pour un environnement sain

Le développement de l'assainissement liquide demeure toujours un objectif prioritaire de LYDEC. A ce titre, l'entreprise a poursuivi ses efforts pour optimiser la gestion et le suivi des réseaux d'assainissement et des ouvrages qui leur sont associés, lutter contre les débordements et préserver l'environnement urbain.

Les principaux chantiers réalisés ou engagés en 2007

- Lutte contre les inondations à Hay Sadri et Place Zellaqua : ces deux projets ont été achevés et mis en service en 2007 ;
- projet anti-pollution : canalisation d'un fossé des eaux usées à ciel ouvert qui draine les effluents du centre de Médiouna sur un linéaire de 4 600 ml ;
- renforcement en infrastructures des secteurs Aïn Diab (zone nord ouest), Tit Mellil, Dar Bouazza et Mohammédia ;
- réhabilitation du collecteur ouest sur 3 800 ml et celui de Zerkouni sur 200 ml.

Dépollution industrielle

Soucieuse de préserver l'environnement urbain, LYDEC a renforcé sa stratégie de traitement de la problématique des rejets industriels liquides en portant le nombre de conventions signées avec les industriels à 223 en 2007. L'entreprise a procédé en outre, à 381 contrôles de conformité et a réalisé 43 opérations d'assistance technique en matière de dépollution industrielle.

Entretien préventif et mise à niveau de l'infrastructure d'assainissement

Plusieurs actions préventives ont été engagées pour assurer une maîtrise des débordements sur le réseau de la voirie. Ceci s'est traduit par :

- des opérations d'entretien des réseaux d'assainissement qui ont permis :
 - le curage hydraulique de plus de 650 km de collecteurs "tertiaires" ;
 - le curage manuel et mécanique de 15 km de collecteurs principaux ;

CHIFFRES 2007

639,1 km de réseau secondaire et tertiaire curés ;

14,1 km de grands collecteurs nettoyés ;

34 663 m³ de sédiments extraits ;

129 km de canalisations posées par les tiers en lotissements ;

4 km de canalisations renouvelées et **14,7** km de canalisations posées en extension (dont **11,5** posées dans le cadre de l'INDH-INMAE) ;

5,8 km posés en réseau primaire ;

1 644 branchements grand public (dont **67** sociaux et **1 199** réalisés dans le cadre de l'INDH-INMAE).



Investissements en 2007

336,5 MDh investis
dont **81,2** par LYDEC,
26 sur fonds de travaux
et **229,3** sur financement
des tiers.

L'infrastructure de l'assainissement se compose de :

48 stations de relèvement ;
2 stations de pré-traitement ;
100 pompes ;
3 846 km de collecteurs ;
39 bassins de stockage
d'eau pluviale d'un volume
de 500 000 m³.

- l'inspection et le nettoyage de tous les ouvrages spécifiques (dessableurs, déversoirs d'orage, rejets et bassins de régulation des eaux pluviales) ;
- l'extraction, à partir des réseaux d'assainissement, d'environ 6 000 m³ de sédiments ;
- le nettoyage et l'inspection télévisée de 150 km de collecteurs pour détecter les anomalies et organiser des opérations de curage efficaces ;
- et par des actions de lutte contre les inondations.
La mise en service des dispositifs de transfert et de stockage des eaux pluviales des quartiers Hay Sadri à la délégation Ben M'sik et de la Place Zellaka à la délégation Casa Anfa, a permis de remédier à l'insuffisance hydraulique identifiée au niveau de ces zones et d'améliorer la capacité de transfert des eaux de pluie.

Renforcement des logistiques et des moyens d'intervention

Dans le cadre du programme d'amélioration des performances des moyens d'intervention sur les réseaux d'assainissement, LYDEC a mis en service une nouvelle hydrocureuse combinée de 26 tonnes, la première confectionnée en interne. Par ailleurs, des actions ont été menées dans le but de renforcer les points de mesures assainissement et pluviomètre.

1997-2007 Projets phares

Délestage du Collecteur Ouest - quartier El Fida (180 millions de dirhams) ;

Canal de délestage de l'Oued El Maleh à Mohammédia (70 millions de dirhams) ;

Assainissement à Ain Diab et Hay Hassani : nouvel équipement de la zone (60 millions de dirhams) ;

Construction d'une station de refoulement des eaux usées à Ain Diab pour un montant de 7 millions de dirhams.

Transfert des eaux usées de Bouskoura (44 millions de dirhams pour la desserte des zones industrielles) ;

Assainissement du secteur Californie - Ain Chock : réalisation du réseau primaire de collecte des eaux usées et pluviales, d'un bassin d'orage pluvial, transfert des eaux usées et du débit de fuite des eaux pluviales vers Sidi Maârouf - 4,5 km de conduites (24 millions de dirhams) ;

Assainissement de Mohammédia Est (35 millions de dirhams pour le transfert des eaux usées et 33 millions de dirhams pour l'équipement primaire du secteur Alia Est) ;

Assainissement du secteur Oulfa - Dar Bouazza Est (40 millions de dirhams) ;

Assainissement de Nouaceur (réalisation du réseau primaire de collecte des eaux usées et des eaux pluviales 6,2 km - station de pompage des eaux pluviales : coût global du projet 240 millions de dirhams cofinancé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et LYDEC) ;

Réhabilitation des collecteurs d'assainissement (30 millions de dirhams) bd Zerkouni, route d'Azemmour, Maamoura, Harti, Okba Bnou Nafii, Chevalier Bayard, Abdelkrim El Khattabi, collecteur Mabrouka-Ben M'sick... ;

Réhabilitation des réseaux de la zone basse à Mohammédia (26 millions de dirhams) ;

Cartographie numérique des réseaux (14 millions de dirhams) ;

Lutte contre les débordements des eaux pluviales au niveau de l'avenue Mohammed Bouziane à Hay Sadri : collecteur de délestage de 1 km à 10,5 millions de dirhams ;

Construction d'une station de refoulement des eaux usées dans le secteur Béni Yakhlef pour un montant de 4 millions de dirhams dont 3 millions réalisés en 2007 ;

Assainissement Tit Méllil : extension du réseau des eaux usées et pluviales et extension du bassin d'orage existant pour un montant de 21 millions de dirhams dont 4 millions réalisés en 2007 ;

Assainissement du centre Médiouna : remplacement du fossé existant par une conduite de 800 mm sur un linéaire de 4,5 km pour un coût de 9 millions de dirhams ;

Travaux de déplacement de conduite correspondant à l'aménagement de la trémie de la place DAKKAR au niveau de l'intersection bd de la Résistance et bd Emile Zola pour un montant de 7,6 millions de dirhams.



Exploitation électricité

Une gestion proactive pour mieux anticiper les besoins

Les efforts déployés par LYDEC ont permis d'anticiper les besoins en puissance de la région de Casablanca et de Mohammédia, d'améliorer la qualité du service auprès de ses clients et d'accroître le rendement du réseau.

Développement de l'infrastructure du réseau

D'importants chantiers ont été engagés en 2007 pour doter la métropole d'infrastructures à la mesure de sa croissance comme la construction du poste source Ain Harrouda 225 kV / 20 kV équipé de deux transformateurs de 70 MVA, situé dans la commune de Ain Harrouda.

Ce poste sera surveillé et commandé à partir du Bureau Central de Conduite. Il permettra le renforcement et la sécurisation de l'alimentation de la zone Est de la Wilaya afin d'assurer :

- l'alimentation de la ville nouvelle de Ain Harrouda et de Zenata ;
- la sécurisation de l'alimentation électrique de la ville de Mohammédia, de la zone industrielle de Bernoussi, le secours du poste source Laâyoune.

Il desservira dans un premier temps 80 000 clients particuliers et une centaine de grandes entreprises. De même que sur le réseau HTA, 35 km de liaisons vétustes à fort taux d'incidents ont été renouvelés et 15 km renforcés.

Amélioration de la qualité de service

Le renouvellement d'une partie du réseau HTA vétuste et l'optimisation de la maintenance des ouvrages ont permis d'assurer une meilleure qualité de service.

Ainsi, le nombre d'interruptions à fin décembre 2007

(183) a diminué de 34% par rapport à la même période en 2006 (279) ; le délai de rétablissement de 75% des clients coupés est passé sous la barre de 12 minutes (11,75 minutes en 2007).

Augmentation du rendement électrique

Les actions mises en œuvre en 2007 ont relevé le rendement du réseau de 0,3 point par rapport à 2006 pour s'établir à 93,6%. Ces résultats sont dus essentiellement aux travaux d'adaptation des puissances des transformateurs aux charges appelées, ainsi qu'à l'intensification du traitement des fraudes et des anomalies sur les compteurs.

L'éclairage public

LYDEC a lancé plusieurs actions visant à améliorer :

- la sécurisation du réseau ;
- la qualité du service de l'éclairage public ;
- le taux d'éclairage (passage de 86% à 92%) ;
- la qualité des équipements (candélabres, luminaires,...) ;
- la connaissance du réseau ;
- la réactivité des équipes.

Les principales réalisations pour l'année 2007 ont été :

- le changement de 2 200 candélabres présentant un risque imminent de chute ;
- l'optimisation de la puissance moyenne par foyer lumineux ;



L'infrastructure de l'électricité se compose de :

9 postes sources HT/MT dont 2 appartenant à l'ONE d'une puissance de **1 360 MVA** ;

2 856 postes de distribution publique MT/BT d'une puissance de **1 197 MVA** ;

1 563 postes clients d'une puissance de **1 037 MVA** ;

2 267 km de réseau MT ;

3 312 km de réseau BT.

Investissements en 2007

300,3 MDh investis dont **180,9** par LYDEC, **37,7** sur fonds de travaux et **81,6** sur financement des tiers.

- le recensement des points lumineux positionnés sur le système d'information général de LYDEC ;
- le développement d'une application de gestion des points lumineux ;
- la pose de 68 000 plaques de numérotation ;
- le diagnostic de 51 000 points lumineux et l'intégration des données correspondantes au niveau de l'application de gestion des points lumineux ;
- la formation des collaborateurs.

CHIFFRES 2007

31 871 compteurs posés dont **68** moyenne tension numériques ;

6 055 compteurs changés dont **126** moyenne tension numériques ;

2 366 branchements basse tension réalisés dont **1 685** en souterrain ;

36 km de câbles basse tension et **13,1** km de câbles moyenne tension posés dans les lotissements ;

35,8 km de câbles basse tension renforcés ou renouvelés ;

20,3 km de câbles basse tension posés en extension ;

35 km de câbles moyenne tension renforcés ou renouvelés ;

52 nouveaux postes de distribution publique pour une puissance de **23,5 MVA** et **68** postes clients pour **32,7 MVA**.

1997-2007 Projets phares

Poste source Sidi Othmane (130 millions de dirhams dont 43 millions financés par LYDEC) ;

Poste source Dar Bouazza (140 millions de dirhams) ;

Réhabilitation du poste source Ouled Haddou (28 millions de dirhams) ;

Réhabilitation du poste source Laâyoune (11 millions de dirhams) ;

Réhabilitation des postes sources 60 kV : Chavigné, Abbé de l'Epée (60 millions de dirhams) ;

Réalisation du Bureau Central de Conduite (BCC) et télécommande des postes de distribution (100 millions de dirhams dont 48 pour le BCC) ;

Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau moyenne tension (300 millions de dirhams pour environ 596 km dont 182 millions financés par LYDEC) ;

Réhabilitation et renforcement des postes de distribution publique (123 millions de dirhams pour 496 unités dont 108 millions financés par LYDEC) ;

Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau basse tension (300 millions de dirhams pour environ 995 km dont 218 millions financés par LYDEC) ;

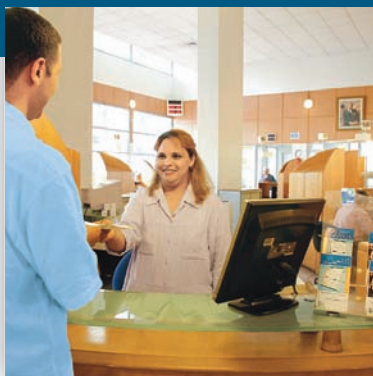
Electrification de douars et bidonvilles pour un montant de 14 millions de dirhams ;

Renouvellement du réseau d'éclairage public (120 millions de dirhams financés à 57% par LYDEC) ;

Lancement du projet de réparation de deux transformateurs du poste source Laâyoune 225 kV x 20 kV (16,9 millions de dirhams à fin 2007) ;

Lancement des travaux de réalisation du poste source Aïn Harrouda (200 millions de dirhams dont 180 millions de dirhams réalisés à fin 2007 : 29 MDh pour le génie civil, 96 MDh pour les équipements et 3,7 MDh pour le raccordement ONE) ;

Lancement des travaux de réhabilitation du poste source 60 kV Camiran (14 millions de dirhams réalisés à fin 2007).



Amélioration du service à la clientèle

Un mot d'ordre : la satisfaction de la clientèle

LYDEC continue à fournir des efforts pour améliorer les services aux différents segments de la clientèle.

Médiation

L'année 2007 a vu la naissance de la fonction de Médiateur. La médiation a abouti à une solution mutuellement acceptée par les deux parties (client et délégation) pour une vingtaine de dossiers.

Marketing clientèle

LYDEC a accentué le suivi de ses différents segments de clientèle en 2007. 75 enquêtes ont été menées à raison de plus d'une enquête par semaine. Au total, plus de 26 867 clients ont été interrogés au cours de l'année. Le taux de satisfaction global enregistré pour la qualité des services, abstraction faite du prix, est de 79% en moyenne, soit un recul de 10% par rapport à 2006. Ceci est dû essentiellement aux augmentations tarifaires de l'électricité et aux modifications des tranches pour l'eau et l'assainissement.

Ecoutes permanentes

LYDEC a intensifié son système d'écoutes et a diversifié les segments de clients touchés dans le but de concevoir et développer de nouveaux services de proximité et des prestations différenciées. Plusieurs écoutes externes ont été réalisées en 2007 notamment : la confiance des clients vis-à-vis de LYDEC, la sensibilité des clients aux prix de l'eau et de l'électricité, la proposition des offres de services, ...

Enquêtes post-contacts

Les enquêtes post-contacts consistent à mesurer à chaud la satisfaction des clients pour des prestations qui ne font pas partie du cycle de vie habituel de la relation client/LYDEC mais plutôt des prestations occasionnellement sollicitées par les clients, tel que l'accueil en agence, l'abonnement, le branchement, le dépannage, etc. Une nouvelle thématique a vu le jour en 2007 : enquête destinée aux Marocains résidents à l'étranger. Le but étant de suivre de plus près les besoins spécifiques de cette catégorie de clients.

Veille et benchmarking

Dans l'objectif de recherche d'idées de progrès et d'amélioration continue des process et services, LYDEC a développé des activités de "Veille et benchmarking" qui permettent d'établir un cadre d'analyses comparatives de l'entreprise avec des concurrents, partenaires ou autres entreprises à prestations comparables. Dans ce contexte, une étude a été réalisée en mai 2007 avec l'objectif d'apprécier la qualité d'accueil physique des clients dans les agences LYDEC et dans les agences des concurrents directs. Cette étude a concerné en particulier la documentation (brochures, dépliants, affiches...) mise à la disposition du client, ainsi que l'aménagement des agences.



Projets et offres clientèle

Agence mobile

L'efficacité de l'encaissement à domicile est plus faible dans les zones rurales que dans les zones urbaines du fait de la dispersion de l'habitat. LYDEC a mis en place une unité mobile de règlement, équipée d'une version adaptée de l'application guichet. Le règlement des factures se fait en temps réel via une liaison GPRS.

L'agence mobile évite au client les déplacements pour le paiement de ses factures.

Païement dans les guichets automatiques bancaires

LYDEC a mis en place un service de paiement des factures dans les guichets automatiques bancaires du Crédit du Maroc. Ce service permet à tout client LYDEC disposant d'une carte bancaire, quelle que soit sa banque, de payer ses factures, en temps réel, dans les guichets du Crédit du Maroc. L'entreprise souhaite généraliser ce service à un maximum de banques.

Mensualisation

Afin d'homogénéiser la périodicité de facturation (électricité et eau), LYDEC a mensualisé sa facture d'eau et d'assainissement. Elle a aussi accompagné cette mensualisation du support unique qui permet toutefois, de payer séparément les deux services.

Les clients sont satisfaits de cette évolution de la facturation.

Système de comptabilité analytique clientèle

Il s'agit de suivre de manière analytique les activités clientèle à travers les indicateurs suivants :

- chiffre d'affaires par type et par collectivité ;
- indicateurs quantitatifs métiers clientèle (coût relève, coût facture...) ;
- indicateurs de temps consommé sur interventions.



Ressources humaines

Une gestion des ressources humaines privilégiant le professionnalisme et l'efficacité

LYDEC a toujours misé sur l'optimisation de ses ressources humaines pour garantir le développement de ses activités. L'année 2007 a enregistré de nouvelles avancées en matière de modernisation de la politique des ressources humaines grâce aux nombreux chantiers lancés par l'entreprise.

Révision des contrats de travail du personnel contractuel

En 2007, un effort a été déployé afin de garantir une plus grande équité aux collaborateurs en matière de rémunération. La première démarche entreprise dans ce sens a été d'uniformiser les contrats de travail en adéquation aux attentes de l'entreprise. Cette action permet également d'assurer une meilleure assiette de cotisation pour les retraites. La seconde démarche a été de professionnaliser davantage la réflexion sur la rémunération ; et pour cela LYDEC a lancé des enquêtes de rémunération.

Gestion des carrières

Pour l'optimisation du rendement de ses ressources humaines et la détection des hauts potentiels, LYDEC a mis en place au profit d'une centaine de ses cadres une opération d'évaluation des compétences. L'étude a permis de mettre en lumière les points forts en matière de management et d'efficacité professionnelle, ainsi que les axes de progrès. L'entreprise a planifié en conséquence, une série d'actions de coaching pour les collaborateurs.

Formation

La réalisation de l'ensemble des actions de formation, en 2007, s'est opérée selon une démarche de "business partner" c'est-à-dire accompagner les opérationnels dans leur activité en adaptant les formations aux besoins du terrain. Une enquête a été menée pour cibler davantage les besoins en formation.

Par ailleurs, et compte tenu des enjeux majeurs du recrutement, LYDEC s'est engagée dans la voie des partenariats université-entreprises. C'est dans ce sens que s'inscrit le partenariat Université Hassan II / LYDEC.

Politique sociale

L'attachement au dialogue social a conduit LYDEC à mettre en place des commissions de travail bipartites comprenant des représentants de la Direction Générale et du personnel. L'ouverture de l'entreprise sur les instances représentatives du personnel lui a permis de gérer sans heurt deux dossiers sociaux d'envergure.

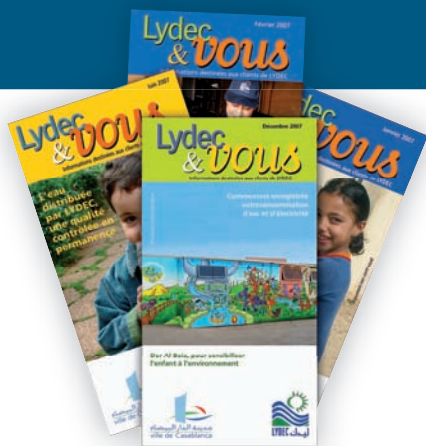


Arrêt des activités de LYDEC Services

En 2007, LYDEC a réussi à repositionner le personnel de LYDEC Services (150 personnes) dans différentes équipes pour faire face aux besoins qui existaient dans l'entreprise, apportant ainsi, une issue favorable à la fermeture de cette filiale.

Personnel des entreprises prestataires de services

Dès la prise en charge de la gestion déléguée par LYDEC, un nombre important de salariés d'entreprises prestataires de services travaillaient exclusivement pour la société, essentiellement pour compléter ses équipes (terrassement...). Toutefois, cet état de fait posait nombre de difficultés. D'abord, l'Autorité Délégante a émis des réserves sur les contrats qui liaient l'entreprise aux prestataires de services, car ils pénalisaient la concurrence. Ensuite, la nature juridique de ces contrats était contestable, notamment depuis la promulgation en septembre 2003 du nouveau code du travail. En conséquence, la Direction Générale a décidé de mettre un terme définitif à cette situation. Grâce au dialogue social et aux protocoles d'accord signés avec les sociétés, LYDEC a mis en œuvre fin 2007 une démarche globale visant à intégrer 113 salariés dans ses effectifs et à indemniser les 416 salariés non repris.



Information et communication

Créativité et diversité pour mieux informer et sensibiliser

**LYDEC développe des formes de communication diversifiées
afin de toucher un public plus large**

En matière de communication externe, plusieurs actions ont été entreprises en 2007, notamment :

- l'édition du magazine LYDEC et Vous : riche en informations et conseils pratiques, ce support a été distribué chaque trimestre aux foyers des clients sur le Grand Casablanca et mis également à leur disposition au niveau des agences.
- la mise en place d'une campagne de communication pour informer le grand public de la mensualisation de la facture d'eau à travers la radio et l'affichage dans les agences.
- campagnes de communication pour inviter le grand public à visiter les expositions "Les visages de l'eau" et "La terre nous regarde" organisées à l'Espace LYDEC. Les campagnes ont été diffusées via la presse écrite et la radio.
- mise en place d'une campagne d'information pour les clients Marocains Résidant à l'Etranger afin de répondre aux besoins spécifiques de cette catégorie de clients. Un dispositif de guichets dédiés, d'affiches et de dépliants a été prévu dans toutes les agences LYDEC.
- organisation du traditionnel week-end médias pour mettre toute l'information à la disposition des organes de presse qui jouent un rôle de relais d'information auprès du grand public.

En matière de communication interne :

- production de supports de communication (journal interne, affichage, intranet...) afin d'informer les collaborateurs sur les principaux sujets et événements de l'entreprise.



Démarche qualité

2007 : un nouveau pas vers l'excellence

LYDEC a opté pour la qualité comme un des piliers fondamentaux de sa gestion. Après la certification et le Prix National de la Qualité, l'entreprise a réalisé en 2007 des avancées qui la rapprochent davantage de l'excellence.

Management par les processus

Dans sa quête de la performance, LYDEC s'est engagée dans un processus de management par la qualité qui vise l'optimisation du rendement de l'entreprise et la satisfaction des parties intéressées.

L'exercice 2007 constitue la troisième année de mise en œuvre du système de management défini dans le cadre du projet "Démarche qualité".

Du 4 au 7 décembre 2007, LYDEC a vécu au rythme du 1^{er} audit de renouvellement de la certification par deux organismes certificateurs SNIMA et AFAQ-ASCERT International. Ces auditeurs n'ont relevé aucune non-conformité et ont souligné la maturité du système qui a bien progressé grâce à son appropriation par les acteurs.

L'année 2007 a également été celle du démarrage des travaux de revue de la cartographie des processus. Les travaux de refonte ont été amorcés pour quelques processus en vue de leur simplification.

Les auditeurs ont considéré qu'un palier a été franchi et ont relevé les capacités du système mis en place à atteindre les objectifs planifiés.

Ordonnancement

A travers ce projet, LYDEC souhaite mieux organiser dans le temps, la réalisation des interventions sur le terrain en optimisant les délais et les ressources.

Le projet a démarré en mars 2007 privilégiant le développement interne pour apporter une solution spécifique adaptée au contexte LYDEC.

La première étape a permis d'identifier l'opération pilote qui concerne les petites interventions dans le cadre du processus "Etablir et gérer les contrats d'abonnement des clients particuliers".

La seconde étape consiste en la mise en œuvre de la méthodologie de normalisation et de standardisation du cycle de gestion des interventions.

La troisième étape a été l'identification et le déploiement des évolutions informatiques pour prendre en compte la nouvelle standardisation des interventions, l'automatisation de la production des indicateurs de suivi de l'activité, la formation et la généralisation du déploiement à l'ensemble des délégations préfectorales.

Plus de 300 collaborateurs ont contribué et/ou bénéficié de cette opération. L'opération pilote se poursuit pour doter les agents terrain d'équipements mobiles. Le début du déploiement des équipements mobiles est prévu au début du 2^{ème} trimestre 2008.

L'extension de cette méthodologie, à l'issue de l'opération pilote, est conçue de manière progressive. Elle sera déployée sur l'ensemble des processus de production de LYDEC.



Système d'information

Un système en perpétuel développement

Conformément à la feuille de route des systèmes d'information couvrant la période 2005-2007, l'entreprise a concentré ses efforts pour rendre le système d'information encore plus performant.

Sécurisation de l'information

Afin de renforcer la sécurité de son système d'information, LYDEC a procédé à :

- la certification qualité de ses processus et à l'implémentation du contrôle interne ;
- la définition d'une architecture permettant un accès sécurisé aux applications mobiles (ordonnancement, guichet, tracking GPS) et à la nouvelle architecture serveur de la solution SAP ;
- l'élaboration d'un cahier des charges du système d'information pour le nouveau centre de calcul, permettant d'améliorer la sécurité des infrastructures.

Mieux servir la clientèle

Pour améliorer nos prestations à la clientèle, la Direction des Systèmes d'Information contribue à l'anticipation de ses besoins. Elle a participé notamment à :

- la production mensuelle d'un rapport d'analyse des données support client reprenant le détail des interventions par service (poste de travail, impression, WEBS, lotus...).
- la mise en place d'une gestion plus efficace des réclamations clients et un respect des contrats d'engagement de service.

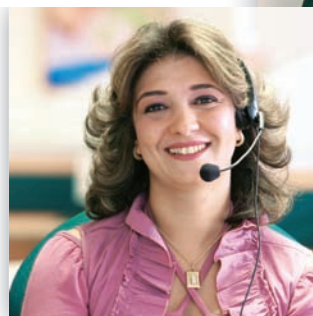
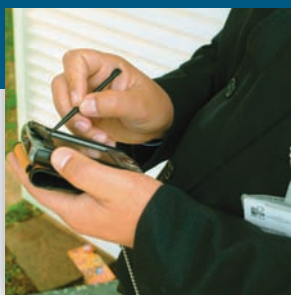
Télécommunications

Les faits marquants 2007 de l'activité télécom sont :

- la mise en place du nouveau réseau inter-sites à base d'équipements "Redline" beaucoup plus performants et disponibles ;
- la refonte du réseau local du site central basé sur des équipements modernes de haute performance apportant une amélioration considérable du débit du réseau et de sa disponibilité ;
- la mise en œuvre dans le cadre du projet ordonnancement de la transmission de données sur le réseau Radio Tetra pour permettre aux agents d'intervention de se connecter en temps réel au système d'information de l'entreprise pour recevoir et clôturer les ordres de travaux.

Externalisation de l'impression des factures

LYDEC édite environ 30 millions de pages annuellement, soit une édition moyenne quotidienne de 100 000 pages. Toute cette activité d'impression a été externalisée, permettant à l'entreprise de réaliser des économies et de développer les services liés à l'édition (mise sous plis, nouvelles maquettes de factures, etc.).



De nouvelles avancées dans le développement

Consciente que l'efficacité de tout système d'information passe par le développement de nouvelles solutions, LYDEC a procédé, en 2007, au lancement du chantier "business process management" (gestion par processus). Il s'agit de la conduite de deux "proof of concept" (vérification du concept), l'un en utilisant ARIS et le deuxième avec Intalio. Cette nouvelle technologie de construction des applications composites permettra des temps de développement très réduits et un alignement presque parfait au métier.

Pour une meilleure efficacité du système

Pour améliorer le rendement de son système, LYDEC a procédé en 2007 à la migration de sa plate-forme SAP. Ce projet a été réalisé intégralement par des ressources internes de LYDEC. Ce qui a permis d'économiser un important budget relatif aux prestations de migration et d'accompagnement.



Développement durable

Une entreprise engagée au service de la communauté

Depuis la prise en charge de ses missions de gestion déléguée, LYDEC a inscrit son engagement sociétal dans une dynamique durable et développe des actions citoyennes dans les domaines du social, de l'éducation et de la préservation de l'environnement.

L'accès aux services pour tous

L'accès aux services essentiels est l'une des conditions fondamentales du développement économique et social. Depuis 1998, LYDEC a fait de l'accès à l'électricité, l'eau et l'assainissement, une priorité tant en réponse aux attentes des clients qu'en réponse au contrat de gestion déléguée. Plus de 42 000 foyers ont bénéficié du travail des équipes de LYDEC pour accéder aux services.

En 2005, le lancement de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) par Sa Majesté Mohammed VI a érigé en priorité nationale la lutte contre l'habitat insalubre et l'exclusion sociale. C'est dans ce contexte que LYDEC a signé le 13 septembre 2005, un accord cadre avec l'Autorité Délégante et la Wilaya du Grand Casablanca, et créé une Direction dénommée INMAE dont le slogan : "un foyer, un branchement" résume à lui seul son activité.

Créée en septembre 2005, la Direction INDH-INMAE compte 70 collaborateurs. INMAE réunit le métier classique de LYDEC avec ses départements "Etudes", "Planification" et "Travaux", ainsi que de nouveaux métiers liés à la nature du projet de suivi des partenariats avec les Autorités et l'accompagnement des futurs clients.

10 ans d'actions citoyennes

Depuis 1997, LYDEC entreprend des actions dans le domaine de l'éducation et la sensibilisation à l'environnement. Parmi ses réalisations :

- le partenariat depuis 2000 avec la Fondation Zakoura Education qui a permis la création de 8 écoles faisant bénéficier 391 enfants d'un accès à l'enseignement non formel ;
- l'amélioration de la qualité des eaux de baignade de la plage Lalla Meriem dans le cadre du programme "Plage Propres" engagé par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement ;
- la sensibilisation à l'environnement à travers plusieurs manifestations à destination des enseignants et des étudiants, en partenariat avec l'association Chouala et l'association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre.

Développement de l'esprit d'entrepreneuriat, de l'éducation et de la sensibilisation à l'environnement

Esprit d'entrepreneuriat

LYDEC a signé en 2007, une convention de partenariat avec Espace Point de Départ (ESPOD), association marocaine pour la promotion de l'entreprise féminine, en vue de mettre en place un centre d'information au profit des femmes souhaitant créer leur propre entreprise.

Education

L'entreprise a poursuivi également ses actions avec l'association Al Jisr, en réalisant des travaux de réhabilitation en faveur de 7 écoles du Grand Casablanca.



Dans ce cadre, 170 ordinateurs ont été distribués dans différents établissements scolaires, notamment dans les quartiers défavorisés.

En outre, LYDEC a signé une convention avec l'Université Hassan II, afin d'adapter la formation aux besoins de l'économie nationale. A ce titre, elle s'engage à organiser des stages en faveur des étudiants et à leur assurer des formations dans les spécialités liées à ses métiers.

Sensibilisation à l'environnement

Pour sensibiliser les enfants à la protection de l'environnement, LYDEC a organisé en 2007 quatre expositions pédagogiques, créatives et ludiques à l'Espace LYDEC.

Pour chaque exposition, elle a invité les enfants des écoles du Grand Casablanca à participer à leur réalisation à travers divers ateliers. Au total, ces expositions ont reçu plus de 5 500 visiteurs.

- “Les visages de l'eau” du 22 mars au 30 avril
A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, LYDEC a souhaité attirer l'attention sur cette ressource rare et vitale. Elle a présenté des photographies prises par des enfants membres de l'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT) de Mohammédia et des films réalisés par les étudiants de Com Sup.
- “La Terre nous regarde” du 5 juin au 31 août
Afin de sensibiliser les enfants à la protection de l'environnement à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement, l'entreprise a organisé une exposition intitulée “La terre nous regarde”.
- “L'accès aux services pour tous”, du 25 septembre au 31 octobre
Cette exposition de photos a illustré le travail des équipes de la Direction INMAE, une entité qui cherche à répondre

aux besoins des quartiers défavorisés en matière de raccordement aux services essentiels.

A travers des portraits, cette exposition a mis en exergue le travail quotidien du Délégué et des habitants.

- “Rêver sa ville” du 12 décembre 2007 au 15 février 2008
L'Espace LYDEC a abrité une exposition consacrée à l'utopie urbaine sous le thème “Rêver sa ville”. L'objectif étant d'impliquer les jeunes générations dans la réflexion sur le futur de nos villes.

Des supports éducatifs et pédagogiques

Pour chaque exposition, LYDEC a conçu des supports pédagogiques destinés aux enfants qui sont largement diffusés dans les écoles :

- incollables sur les thèmes de l'eau et de l'électricité ;
- labyrinthe sur le cycle de l'eau ;
- jeu de l'oie de l'environnement ;
- jeu de piste sur la ville de Casablanca intitulé “Les clés de la ville”.

Rapport financier



Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur sa gestion durant l'exercice 2007 et le rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exécution du mandat de vérification et de contrôle des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, après avoir examiné les états financiers au 31 décembre 2007, approuve ces rapports, le bilan et les comptes de l'exercice 2007 tels qu'ils sont présentés et desquels il résulte un bénéfice net de 81 927 923,06 dirhams, ainsi que toutes les opérations et les mesures traduites par lesdits comptes ou résumées dans lesdits rapports.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2007 ainsi qu'il suit :

• soit bénéfice net de l'exercice 2007	Dh	+ 81 927 923,06
• 5% à la réserve légale	Dh	- 4 096 396,15
• solde	Dh	+ 77 831 526,91
• report à nouveau	Dh	+ 179 625 072,96
• bénéfice distribuable	Dh	+ 257 456 599,87
• à distribuer à titre de dividendes	Dh	- 100 000 000,00
à raison de 12,5 Dh par action		
• solde affecté en report à nouveau soit	Dh	+ 157 456 599,87

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle décide du paiement des dividendes à compter du 15 juillet 2008.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne au Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion pour l'exercice 2007.

Monsieur Didier RETALI ayant démissionné de sa fonction d'administrateur en date du 15 février 2008, l'Assemblée Générale Ordinaire donne en tant que besoin, à cet Administrateur, quitus de sa gestion pour l'exercice 2007.

Monsieur Bernard DELABOUDINIÈRE ayant démissionné de sa fonction d'administrateur en date du 8 janvier 2008, l'Assemblée Générale Ordinaire donne en tant que besoin, à cet Administrateur, quitus de sa gestion pour l'exercice 2007.

Monsieur Etienne JACOLIN ayant démissionné de sa fonction d'administrateur en date du 15 février 2008, l'Assemblée Générale Ordinaire donne en tant que besoin, à cet Administrateur, quitus de sa gestion pour l'exercice 2007.

Monsieur Sébastien CASTRO ayant démissionné de sa fonction d'administrateur, l'Assemblée Générale Ordinaire donne en tant que besoin, à cet Administrateur, quitus de sa gestion pour l'exercice 2007.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte et ratifie la cooptation, en qualité d'administrateur, effectuée par le Conseil d'Administration en date du 12 mars 2008 :

Monsieur Philippe RUEF ;

Administrateur de sociétés

de nationalité française

né le 27 mai 1953 à Diego Suarez

demeurant à 7 rue Maurepas 78000 Versailles France

dont le n° de passeport est 07CL23475

pour la durée restant à courir du mandat de Monsieur Didier RETALI, soit à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte et ratifie la cooptation, en qualité d'administrateur, effectuée par le Conseil d'Administration en date du 12 mars 2008 :

Monsieur Stéphane CORDIER ;

Administrateur de sociétés

de nationalité française

né le 26 août 1959 à Hazebrouck

demeurant à 14 allée de la Genètrière 78620 L'Etang la Ville

dont le n° de passeport est 07CF96470

pour la durée restant à courir du mandat de Monsieur Bernard DELABOUDINIÈRE, soit à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

L'Assemblée Générale Ordinaire nomme, en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Sébastien CASTRO :

Monsieur Zouheir BENSAD ;

Administrateur de sociétés

de nationalité Marocaine né le 9 février 1960 demeurant à 9, avenue

Océan Atlantique, résidence la Corniche - Tranche 3 - Anfa -

Casablanca, dont le n° de la carte d'identité nationale est C111197

pour la durée restant à courir du mandat de Monsieur Sébastien

CASTRO, soit à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer

sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus au cabinet Masnaoui, Mazars et Guérard représenté par Monsieur Abdou Souleye Diop et au Cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Hicham Belmrah de leur mandat de Commissaire aux comptes pour l'exercice 2007.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à Monsieur Alain PERRET de nationalité française, né le 18 mars 1946 à Orange Vaucluse, demeurant à Casablanca 6 rue des Tilleuls, titulaire de la carte de séjour n° BE 32071S, et à toute personne qu'il substituera pour effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de publicité ou autres prévues par la loi ou besoin sera.

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2007, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société LYDEC au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC), relatifs à l'exercice clos à cette date.

Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 105 743 789,31 compte tenu d'un bénéfice net de MAD 81 927 923,31 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et les informations contenus dans les états de synthèse.

Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société LYDEC au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- Comme mentionné sur l'état B 15 de l'ETIC, la société a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2001 à 2005 inclus et a reçu l'ensemble des notifications faisant état de rappels d'impôts. Le management de LYDEC, s'appuyant sur l'étude de ses cabinets conseillers fiscaux, a, réfuté par écrit

la majeure partie des chefs de redressement et a comptabilisé dans ses comptes une provision pour risques et charges pour couvrir, le cas échéant, les rappels d'impôts qui seraient définitivement arrêtés au titre des exercices contrôlés. La société a par ailleurs demandé le pourvoi devant la Commission Locale de Taxation conformément aux dispositions légales en vigueur pour la notification de 2001-2002 ;

- Comme mentionné sur l'état C5 de l'ETIC, la révision contractuelle entamée en décembre 2006 a connu des évolutions récentes. Suite à l'intervention de la commission de conciliation constituée en décembre 2007 sous l'égide du Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc pour régler les points de divergences entre l'Autorité Délégante et LYDEC sur la révision du contrat de gestion déléguée, un protocole d'accord a été signé entre l'Autorité Délégante et LYDEC le 14 mars 2008. Ce protocole d'accord traite les principaux aspects du contrat à savoir : taux de rentabilité, révision des tarifs, programmes d'investissements,... Il donnera lieu à la signature d'un avenant au contrat de gestion déléguée détaillant les modalités de traitement de ces différents sujets ;
- suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, LYDEC se trouve avoir versé au 31 décembre 2007, en lieu et place de l'Autorité Délégante, un montant total de MMAD 403 au titre des pensions échues, qui devaient être servies par la CCR. Parallèlement, LYDEC n'a jamais versé à la CCR les cotisations salariales et patronales dont le cumul au 31 décembre 2007 s'élève à MMAD 301. La Commission Technique de Suivi, réunie le 24 décembre 2004, a pris acte dans le procès-verbal de la dite réunion, de l'existence de cet écart et a décidé, en accord avec LYDEC, que son apurement soit traité à l'occasion de la revue quinquennale du contrat prévue en 2007. Ce point est pris en compte dans le cadre du protocole d'accord signé entre LYDEC et l'Autorité Délégante le 14 mars 2008.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 19 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
H. BELMRAH - Associé



MAZARS
A. DIOP - Associé



Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007

En application de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Néant

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

2.1 Convention d'assistance technique avec les actionnaires

Par cette convention le Groupe Suez a facturé en 2007, au titre de l'assistance technique, un montant de KMAD 50 906 qu'il se charge de répartir entre les actionnaires étrangers. Les sociétés RMA Watanya et Fipar-Holding ont facturé chacune, la somme de KMAD 5 979.

Cette convention n'a pas été préalablement soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

2.2 Convention de location de la propriété dite "Villa Altagracia Hovel" par Elyo à LYDEC

Elyo, devenue Suez Energie Services, société du groupe Suez, et actionnaire au sein de LYDEC, a donné en location à cette dernière, en vertu d'une convention signée entre les deux sociétés le 30 octobre 2001, la totalité de la propriété Villa Altagracia Hovel, située au 163, avenue Hassan 1^{er}, Casablanca, pour une durée ferme de quatre ans, renouvelable par tacite reconduction d'année en année, moyennant un loyer trimestriel de KMAD 1 500, soit une charge totale au titre de l'exercice 2007 de KMAD 6 000.

Cette convention n'a pas été préalablement soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

Casablanca, le 19 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
H. BELMRAH - Associé



2.3 Convention de prestations informatiques et télécoms avec Sita El Beida

Par cette convention, signée le 2 janvier 2006, la Direction des Systèmes d'Information de LYDEC rend des prestations informatiques et télécoms ponctuelles à Sita El Beida. LYDEC a facturé KMAD 80 sur l'exercice 2007.

Cette convention n'a pas été préalablement soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

2.4 Convention pour l'entretien de matériel entre le Centre de Maintenance des Engins Spéciaux de LYDEC et Sita El Beida

Cette convention, conclue le 1^{er} mars 2005, a pour objet de définir les conditions techniques et financières de la maintenance, la réparation ou la remise en état sur site ou en atelier du matériel roulant de Sita El Beida. Cette convention prévoit également la mise à disposition par Sita El Beida du personnel à LYDEC. Elle a donné lieu en 2007 à la comptabilisation d'une part d'un produit total de KMAD 1 015, et d'une charge totale de KMAD 432.

Cette convention n'a pas été préalablement soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

MAZARS
A. DIOP - Associé



Bilan synthétique - Comptes sociaux

aux 31 décembre 2007 & 2006

Montants exprimés en milliers de dirhams

ACTIF IMMOBILISE	31/12/07	31/12/06
Immobilisations terminées du domaine concédé	5 130 784	5 195 558
Immobilisations en cours du domaine concédé	751 930	563 904
Fonds de retraite	179 185	180 029
ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE CONCÉDÉ	6 061 899	5 939 492
Immobilisations en non valeurs	40 831	44 155
Immobilisations incorporelles	2 366 760	2 236 052
Immobilisations corporelles	62 054	66 941
Immobilisations financières	5 358	6 842
Immobilisations en cours		
ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE PRIVÉ	2 475 003	2 353 989
Sous-total	8 536 902	8 293 481
ACTIF CIRCULANT		
Stocks	41 245	42 667
Clients et comptes rattachés	1 543 399	1 508 011
Provisions pour comptes clients	- 181 106	-181 692
Etat débiteur	312 053	333 065
CUC - Pensions payées	403 008	403 008
Autres débiteurs	116 773	120 839
Titres et valeurs de placements		
Sous-total	2 235 370	2 225 897
TRESORERIE		
Disponibilités	834 132	437 515
Total actif	11 606 405	10 956 893

PASSIF	31/12/07	31/12/06
FINANCEMENT PERMANENT		
Droits de l'Autorité Délégante	6 061 899	5 939 492
Capitaux propres	1 105 744	1 123 816
Dettes financières	975 953	820 934
Sous-total	8 143 596	7 884 241
PASSIF CIRCULANT		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 512 998	1 475 183
Personnel et organismes sociaux	376 425	367 701
Etat	461 226	386 495
Autres créditeurs	204 589	259 423
Autres provisions pour risques et charges	313 724	148 176
Sous-total	2 868 962	2 636 977
TRESORERIE		
Crédits de trésorerie		208 000
Soldes créditeurs de banques	593 847	227 675
Trésorerie - passif	593 847	435 675
Total passif	11 606 405	10 956 893

Compte de produits & charges - Comptes sociaux

aux 31 décembre 2007 & 2006

Montants exprimés en milliers de dirhams

NATURE	31/12/07	31/12/06
I PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de fluides	4 515 358	4 332 666
Ventes de biens et services	368 582	418 102
Chiffre d'affaires	4 883 940	4 750 768
Variation de stocks	-	-
Immobilisations produites pour soi-même	106 117	97 232
Autres produits d'exploitation	-	-
Reprises d'exploitation : transfert de charges	42 231	58 161
Total I	5 032 288	4 906 161
II CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fluides	- 3 059 802	- 2 998 138
Achats consommés de matières et fournitures	- 447 938	- 433 148
Autres charges externes	- 241 379	- 230 206
Impôts et taxes	- 8 455	- 5 860
Charges du personnel	- 538 757	- 526 412
Autres charges d'exploitation	- 37 221	- 37 258
Dotations d'exploitation	- 339 958	- 280 079
Total II	- 4 673 510	- 4 511 100
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	358 778	395 061
IV Résultat financier	- 30 993	- 25 436
V Résultat courant	327 785	369 625
Résultat non courant	- 128 974	- 143 119
Résultat avant impôt	198 810	226 506
Impôt sur le résultat	- 116 883	- 132 982
Résultat net part groupe	81 928	93 524

État des soldes de gestion - Comptes sociaux

aux 31 décembre 2007 & 2006

Montants exprimés en milliers de dirhams

	31/12/07	31/12/06
I TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (TFR)		
Ventes de fluides	4 515 358	4 332 666
Achats de fluides	- 3 059 802	- 2 998 138
Marge brute sur ventes en l'état	1 455 556	1 334 529
Production de l'exercice	474 699	515 333
Ventes de biens et services produits	368 582	418 102
Immobilisations produites	106 117	97 232
Consommation de l'exercice	- 689 317	- 663 354
Achats consommés de matières et fournitures	- 447 938	- 433 148
Autres charges externes	- 241 379	- 230 206
Valeur ajoutée	1 240 938	1 186 508
Impôts et taxes	- 8 455	- 5 860
Charges de personnel	- 538 757	- 526 412
Excédent brut d'exploitation (EBE)	693 725	654 237
Autres charges d'exploitation	- 37 221	- 37 258
Reprise d'exploitation : transfert de charges	42 231	58 161
Dotations d'exploitation	- 339 958	- 280 079
Résultat d'exploitation	358 778	395 061
Résultat financier	- 30 993	- 25 436
Résultat courant	327 785	369 625
Résultat non courant	- 128 974	- 143 119
Impôt sur le résultat	- 116 883	- 132 982
Résultat net de l'exercice	81 928	93 524
II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (CAF)		
Résultat net de l'exercice	81 928	93 524
Dotations d'exploitation	254 271	234 237
Reprises d'exploitation	- 10	- 87
Produits des cessions d'immobilisations	- 26	- 57
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	1	32
Capacité d'autofinancement (CAF)	336 164	327 650
Distribution de bénéfices	- 100 000	- 180 000
Autofinancement	236 164	147 650

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007

Nous avons procédé à l'audit des états de synthèse consolidés, ci-joints, de la société LYDEC SA au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires consolidés (ETIC). La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la société LYDEC SA. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états de synthèse consolidés, mentionnés au premier paragraphe ci-dessus, de la société LYDEC SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes marocaines telles qu'adoptées par le CNC le 15 juillet 1999.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- Comme mentionné dans l'ETIC consolidé, la société a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2001 à 2005 inclus et a reçu l'ensemble des notifications faisant état de rappels

d'impôts. Le management de LYDEC, s'appuyant sur l'étude de ses cabinets conseillers fiscaux, a, réfuté par écrit la majeure partie des chefs de redressement et a comptabilisé dans ses comptes une provision pour risques et charges pour couvrir, le cas échéant, les rappels d'impôts qui seraient définitivement arrêtés au titre des exercices contrôlés. La société a par ailleurs demandé le pourvoi devant la Commission Locale de Taxation conformément aux dispositions légales en vigueur pour la notification de 2001-2002,

- Comme mentionné dans l'ETIC consolidé, la révision contractuelle entamée en décembre 2006 a connu des évolutions récentes. Suite à l'intervention de la commission de conciliation constituée en décembre 2007 sous l'égide du Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc pour régler les points de divergences entre l'Autorité Délégante et LYDEC sur la révision du contrat de gestion déléguée, un protocole d'accord a été signé entre l'Autorité Délégante et LYDEC le 14 mars 2008. Ce protocole d'accord traite les principaux aspects du contrat à savoir : taux de rentabilité, révision des tarifs, programmes d'investissements,... Il donnera lieu à la signature d'un avenant au contrat de gestion déléguée détaillant les modalités de traitement de ces différents sujets,
- suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, LYDEC se trouve avoir versé au 31 décembre 2007, en lieu et place de l'Autorité Délégante, un montant total de MMAD 403 au titre des pensions échues, qui devaient être servies par la CCR. Parallèlement, LYDEC n'a jamais versé à la CCR les cotisations salariales et patronales dont le cumul au 31 décembre 2007 s'élève à MMAD 301. La Commission Technique de Suivi, réunie le 24 décembre 2004, a pris acte dans le procès-verbal de la dite réunion, de l'existence de cet écart et a décidé, en accord avec LYDEC, que son apurement soit traité à l'occasion de la revue quinquennale du contrat prévue en 2007. Ce point est pris en compte dans le cadre du protocole d'accord signé entre LYDEC et l'Autorité Délégante le 14 mars 2008.

Casablanca, le 24 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
H. BELMRAH - Associé



MAZARS
A. DIOP - Associé



Bilan synthétique consolidé

aux 31 décembre 2007 & 2006

Montants exprimés en milliers de dirhams

ACTIF IMMOBILISE	31/12/07	31/12/06
Immobilisations terminées du domaine concédé	5 130 784	5 195 558
Immobilisations en cours du domaine concédé	751 930	570 859
Fonds de retraite	179 185	180 029
ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE CONCÉDÉ	6 061 899	5 946 446
Immobilisations en non valeurs	40 894	44 266
Immobilisations incorporelles	2 364 773	2 235 657
Immobilisations corporelles	62 265	68 625
Immobilisations financières	3 358	4 842
Immobilisations en cours	-	-
ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE PRIVÉ	2 471 291	2 353 391
Sous-total	8 533 189	8 299 837
ACTIF CIRCULANT		
Stocks	41 300	43 307
Clients et comptes rattachés	1 505 230	1 442 647
Provision pour comptes clients	- 181 301	- 181 020
Etat débiteur	323 126	350 028
CUC - Pensions payées	403 008	403 008
Autres débiteurs	110 063	112 905
Titres et valeurs de placements	-	-
Sous-total	2 201 426	2 169 876
TRESORERIE		
Disponibilités	859 406	449 528
Total actif	11 594 021	10 919 240

PASSIF	31/12/07	31/12/06
FINANCEMENT PERMANENT		
Droits de l'Autorité Délégante	6 061 899	5 946 446
Capitaux propres	1 103 012	1 116 016
Dettes financières	975 953	820 934
Sous-total	8 140 864	7 883 396
PASSIF CIRCULANT		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 495 362	1 354 424
Personnel et organismes sociaux	376 505	368 744
Etat	468 441	391 525
Autres créditeurs	205 202	337 225
Autres provisions pour risques et charges	313 800	148 252
Sous-total	2 859 310	2 600 170
TRESORERIE		
Crédits de trésorerie	-	208 000
Soldes créditeurs de banques	593 847	227 675
Trésorerie - passif	593 847	435 675
Total passif	11 594 021	10 919 240

Compte de produits & charges consolidé

aux 31 décembre 2007 & 2006

Montants exprimés en milliers de dirhams

NATURE	31/12/07	31/12/06
I PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de fluides	4 515 358	4 332 666
Ventes de biens et services	369 381	442 176
Chiffre d'affaires	4 884 739	4 774 843
Variation de stocks	-	-
Immobilisations produites pour soi-même	106 117	97 232
Autres produits d'exploitation	-	-
Reprises d'exploitation : transferts de charges	42 363	58 483
Total I	5 033 219	4 930 557
II CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fluides	- 3 059 802	- 2 998 138
Achats consommés de matières et fournitures	- 445 591	- 439 382
Autres charges externes	- 241 310	- 241 820
Impôts et taxes	- 9 264	- 7 619
Charges du personnel	- 541 456	- 543 458
Autres charges d'exploitation	- 37 221	- 37 585
Dotations d'exploitation	- 340 306	- 280 800
Total II	- 4 674 950	- 4 548 801
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	358 269	381 756
IV Résultat financier	- 30 993	- 25 640
V Résultat courant	327 276	356 117
Résultat non courant	- 127 711	- 142 460
Résultat avant impôt	199 564	213 657
Impôt sur le résultat	- 116 909	- 130 416
Résultat net part groupe	82 655	83 241

Filiales et participations

LYDEC Services SARL, 48, rue Mohamed Diouri - 20000 Casablanca au capital de 2 millions, détenu à 100%.

LYDEC Services exerce son activité dans le domaine de la maîtrise d'œuvre et la réalisation de travaux, essentiellement pour des branchements et des petites extensions.

Son activité a été interrompue à partir du 1^{er} janvier 2007, année au cours de laquelle ont été terminés les chantiers en cours.

En 2007, LYDEC Services a dégagé un résultat net de 761 KDH pour un chiffre d'affaires de 8 890 KDH.

État des soldes de gestion consolidé

aux 31 décembre 2007 & 2006

Montants exprimés en milliers de dirhams

	31/12/07	31/12/06
I TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (TFR)		
Ventes de fluides	4 515 358	4 332 666
Achats de fluides	- 3 059 802	- 2 998 138
Marge brute sur ventes en l'état	1 455 556	1 334 529
Production de l'exercice	475 498	539 408
Ventes de biens et services produits	369 381	442 176
Immobilisations produites	106 117	97 232
Consommation de l'exercice	- 686 901	- 681 202
Achats consommés de matières et fournitures	- 445 591	- 439 382
Autres charges externes	- 241 310	- 241 820
Valeur ajoutée	1 244 153	1 192 734
Impôts et taxes	- 9 264	- 7 619
Charges de personnel	- 541 456	- 543 458
Excédent brut d'exploitation (EBE)	693 432	641 657
Autres charges d'exploitation	- 37 221	- 37 585
Reprise d'exploitation : transferts de charges	42 363	58 483
Dotations d'exploitation	- 340 306	- 280 800
Résultat d'exploitation	358 269	381 756
Résultat financier	- 30 993	- 25 640
Résultat courant	327 276	356 117
Résultat non courant	- 127 711	- 142 460
Impôt sur le résultat	- 116 909	- 130 416
Résultat net de l'exercice	82 655	83 241
II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (CAF)		
Résultat net de l'exercice	82 655	83 241
Dotations d'exploitation	254 619	234 327
Reprises d'exploitation	0	- 87
Produits des cessions d'immobilisations	- 2 099	- 585
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	1 178	134
Capacité d'autofinancement (CAF)	336 353	317 029
Distribution de bénéfices	- 100 000	- 180 000
Autofinancement	236 353	137 029



Délégations & agences

Délégation Casa-Anfa

Agence Diouri

48, rue Mohamed Diouri
Tél. : 022 54 90 54

Agence Moulay Hassan 1^{er}

Angle avenue Hassan 1^{er} et rue Gouraud
Tél. : 022 54 95 95

Délégation Aïn Chock Hay Hassani

Agence Yacoub El Mansour

Boulevard Ghandi,
Angle avenue Yacoub El Mansour
Tél. : 022 95 95 95

Agence Koutoubia

Résidence Koutoubia - N° 5 - Aïn Chock
Tél. : 022 50 56 52/53

Agence Oum Errabii

Angle bds Oum Errabii et Oued Sebou
Tél. : 022 90 05 70

Délégation Derb Soltan El Fida

Agence Oulad Ziane

Route Ouled Ziane (près de la gare routière)
Tél. : 022 81 28 15

Délégation Ben M'Sik Sidi Othmane

Agence Ben M'Sick

Dar Touzani - Km 7 - Route de Médiouna
Tél. : 022 29 19 01/04

Agence Moulay Rachid

Angle avenue "N" et bd Akid El Allam
Tél. : 022 55 38 98

Délégation Aïn Sebâa - Hay Mohammadi

Agence Aïn Sebâa

Angle allées des Mûriers et des Eucalyptus
Tél. : 022 35 00 54/55

Agence Dar Lamane

Dar Lamane - Bloc "A" (en face du complexe sportif)
Tél. : 022 60 78 69

Délégation Sidi Bernoussi Zenata

Agence Sidi Bernoussi

Angle boulevards Ben Saïd Salah
et Mokhtar Ben Ahmed El Garnaoui
Tél. : 022 73 15 74/75

Agence Sidi Moumen

37, Hay El Ouala - Lot. Taliby - Tacharouk
Tél. : 022 33 23 76

Délégation Mohammédia

Agence Hassan II

52, avenue Hassan II - Mohammédia
Tél. : 023 31 06 71/72

Agence Mohammédia El Alia

278, bd de La Résistance - El Hassania N° 1
Tél. : 023 28 38 38





Siège : 48, rue Mohamed Diouri - B.P. 16048 - Casablanca
Direction Générale : Angle avenue Hassan 1^{er} et rue Gouraud - Casablanca
Tél. : 022 54 90 54 (lignes groupées)